

Département de LA GIRONDE



Commune de Carignan-de-Bordeaux

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Travaux de voirie 2019

Cahier des Clauses Administratives particulières
(C.C.A.P.)

Statut	Etabli par	Vérifié par	Approuvé par	Date	Pièce n°
Version 1	EB	EB	SL	07/06//2019	I-1

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Commune de Carignan-de-Bordeaux

Objet du marché

Travaux de voirie 2019

Remise des offres

Date limite de réception : 12 août 2019

Heure limite de réception : 10h00

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné « Maître d'ouvrage ».

Sommaire

Pages

ARTICLE PREMIER : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES. 5

1-1.	Objet du marché - Domicile du titulaire.	5
1-2.	Décomposition en tranches et en lots.	5
1-3.	Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion.	5
1-4.	Contrôle des prix de revient.	5
1-5.	Intervenants	5
1-6.	Contrôle technique.	6
1-7.	Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)	6
1-8.	Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)	6
1-9.	Autres intervenants	6
1-10.	Dispositions générales	6

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE. 8

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES. 9

3-1.	Répartition des paiements.	9
3-2.	Tranche(s) optionnelle(s).	9
3-3.	Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie.	9
3-4.	Variation dans les prix.	11
3-5.	Paieement des cotraitants et des sous-traitants.	12

ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES. 12

4-1.	Délais d'exécution des travaux.	12
4-2.	Prolongation des délais d'exécution.	12
4-3.	Pénalités pour retard - Primes pour avance.	13
4-4.	Pénalités et retenues autres que retard d'exécution	13
4-5.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.	14
4-6.	Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.	14
4-7.	Pénalités diverses.	14

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE. 14

5-1.	Cautionnement.	14
5-2.	Retenue de garantie.	14
5-3.	Avance	14

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS. 15

6-1.	Provenance des matériaux et produits.	15
6-2.	Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.	15
6-3.	Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	16

6-4.	Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.	16
ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES.		16
7-1.	Piquetage général.	16
7-2.	Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.	16
ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.		17
8-1.	Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.	17
8-2.	Etudes et plans d'exécution des ouvrages - Notes de calculs - Études de détail.	17
8-2 bis.	Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément	18
8-3.	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.	18
8-4.	Installations, organisation, hygiène et sécurité des chantiers.	18
8-5.	Exploitation du domaine public ou privé	20
ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.		20
9-1.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.	20
9-2.	Réception.	20
9-3.	Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.	21
9-4.	Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.	21
9-5.	Documents fournis après exécution.	21
9-6.	Délai de garantie.	21
9-7.	Garanties particulières.	21
9.8	Assurances.	21
ARTICLE 10 : RESILIATION		21
ARTICLE 11 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.		23

Article premier : Objet du marché - Dispositions générales.

1-1. Objet du marché - Domicile du titulaire.

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent **les travaux de voirie 2019 de la commune de Carignan-de-Bordeaux.**

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à :

Commune de Carignan de Bordeaux

jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-2. Décomposition en tranches et en lots.

Sans objet

1-3. Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion.

Sans objet.

1-4. Contrôle des prix de revient.

Sans objet.

1-5. Intervenants

1-5-1. Maîtrise d'œuvre :

S.A.R.L. AmEau Ingénierie
Parc Innolin 15 allée des acacias – CS 60073
33701 Mérignac Cedex - France
Téléphone : 05 56 17 40 50
Mail : ingenierie@ameau-be.fr
Site : www.ameau-be.fr

qui est chargé d'une mission avec projet comprenant :

- une phase de conception :
 - Avant-Projet,
 - Projet,
 - Assistance aux Contrats de Travaux.
- une phase travaux :
 - Visa,
 - Direction de l'Exécution des Travaux,
 - Assistance aux Opérations de Réception.

1-5-2. Assistance à Maîtrise d'Ouvrage :

Assistance & Médiation – Erik LOOT
3, Avenue Charles Cante
33650 La Brède
Téléphone : 06 07 42 51 35
Mail : erik.loot@amgironde.fr
Site : www.amgironde.fr

1-5-3. Sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par les articles L2193-1 à 14 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et les articles R2193-3 et 4 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-10-3 ci-après.

1-5-4. Conduite d'opération

Sans objet.

1-6. Contrôle technique.

Sans objet.

1-7. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

Il est fait application des dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera attribuée ultérieurement.

1-8. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-9. Autres intervenants

Sans objet.

1-10. Dispositions générales

1-10-1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal et courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie

employés sur le chantier, ne peut excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au moment de l'exécution du marché.

1-10-2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles susmentionnés au 1-5-2 du présent CCAP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 consolidée au 1 avril 2019 relative à la sous-traitance.

Les demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

1-10-3. Assurances

1-10-3-1. Responsabilité

D'une façon générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 1792-2 du Code Civil.

1-10-3-2. Assurance de responsabilité civile pendant et après travaux

Les titulaires et, leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

En cas de travaux sur existant, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait de l'opération.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du maître de l'ouvrage, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

1-10-3-3. Réalisation de prestations similaires

La personne publique se réserve le droit de passer, avec le titulaire, un nouveau marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires qui ne figurent pas dans le marché initialement conclu.

1-10-3-4. Clauses sociales et environnementales

Sans objet.

1-10-3-5. Autres dispositions générales

En complément de l'article 18.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement à l'entrepreneur par son ou ses assureurs.

Article 2 : Pièces constitutives du marché.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- **Acte d'engagement (A.E.)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- **Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- **Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, assorti des documents ci-après :
 - Plan de situation
 - Plan des travaux
- **Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (S.O.P.A.Q)**
- **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets de chantiers (S.O.GE.D)**
- **Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (S.O.P.R.E)**
- **Détail Quantitatif Estimatif (D.Q.E.)**
- **Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)**
- **Déclaration de projet de Travaux (D.T.)**

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-4-2 du présent C.C.A.P. :

- **Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)** applicables aux marchés publics de travaux ;
- **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.)** approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Article 3 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages variation dans les prix - règlement des comptes.

3-1. Répartition des paiements.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2. Tranche(s) optionnelle(s).

Il est prévu 4 tranches optionnelles.

3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie.

3-3-1. Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
PLUIE	80	JANVIER
	98	FEVRIER
	75	MARS
	115	AVRIL
	115	MAI
	99	JUIN
	90	JUILLET
	82	AOUT
	159	SEPTEMBRE
	110	OCTOBRE
	230	NOVEMBRE
	150	DECEMBRE

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Station Météorologique de Mérignac.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

3-3-2. Prestation à la charge du maître d'ouvrage

Outre les facilités dont bénéficiera l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en applications du 8-4-1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-3-3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

- soit par application des prix forfaitaires dont le libellé sera donné dans l'état de prix forfaitaire,
- soit par application des quantités mises en œuvre dans le cas d'un marché à prix unitaire.

La pièce I-4 précise le type de bordereau.

3-3-4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Les sous détails et décomposition des prix qui ne seront pas remis avec l'offre du candidat pourront être demandés par le maître d'œuvre au cours de la période de préparation.

3-3-6. Décomptes et acomptes

Les projets de décompte et d'acompte mensuels, décompte final seront présentés en indiquant les quantités mises en œuvre pour les marchés à prix unitaires et les pourcentages de réalisation pour les marchés à prix forfaitaires.

3-3-7. Modalités de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités – Intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours date réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement du solde est la date de réception du décompte général et définitif par le maître de l'ouvrage.

Il est fait application des articles R2191-3 à 12 et R2191-20 à 26 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les factures doivent être envoyées en 2 exemplaires au maître d'ouvrage ou transmise sur la plateforme Chorus.

3-3-8. Approvisionnements

Il n'est pas prévu de versement d'acomptes pour approvisionnements.

3-4. Variation dans les prix.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-4-1. Prix

Les prix sont **révisables** par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées au 3-4-3 et au 3-4-4 du présent C.C.A.P.

3-4-2. Mois d'établissement des prix du marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page 1 du présent C.C.A.P. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0)

3-4-3. Choix de l'index de référence.

Les index de référence **I** choisis en raison de leurs structures pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

Index	Définition
TP08	Travaux d'aménagement et d'entretien de voirie

Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du Ministère en charge de l'Equipeement et sur le site internet de l'INSEE.

Les primes, pénalités, retenues et indemnités sont actualisés avec le premier index défini dans le tableau ci-dessus.

3-4-4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul d'un acompte et du solde est donné par la formule :

$$C_n = 0.15 + 0.85 \times (I_n / I_o)$$

Avec I_o = valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations

Pour la mise en œuvre de cette formule et par dérogation à l'article 11.4 du C.C.A.G. travaux, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec un maximum de quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut).
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

3-4-5. Application de la taxe à la valeur ajoutée.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA, le titulaire étranger n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître de l'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers n'ayant pas d'établissement en France, payés directement par le maître de l'ouvrage.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3-5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants.

3-5-1. Désignation des sous-traitants en cours de marché.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6.1.1 du C.C.A.G. travaux.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- le compte à créditer ;

3-5-2. Modalités de paiement direct par virements.

Les stipulations du C.C.A.G. travaux sont seules applicables.

Article 4 : Délais d'exécution - Pénalités et primes.

4-1. Délais d'exécution des travaux.

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à 5 jours.

Par dérogation, si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la

mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités pour retard - Primes pour avance.

4-3-1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du C.C.A.G. travaux sont seules applicables.

4-3-2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Sans objet.

4-3-3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution

Les dispositions de l'article 20.1 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire

4-4-1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4-2. Documents fournis après exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4-3. Période de préparation

En cas de non-respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation et fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 150,00 €.

4-4-4. Rendez-vous de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu régulièrement : le jour et l'heure seront fixés par le maître d'œuvre en début de travaux.

Ces rendez-vous seront complétés par des réunions de coordination.

Dès notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister au rendez-vous de chantier, ou de se faire représenter par une personne compétente capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise. Faute de quoi, l'entreprise sera considérée comme absente.

Toute entreprise non représentée, ou non excusée au rendez-vous de chantier ou de coordination, encourt, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux, une **pénalité de 100 € (Cent euros) par absence constatée dans le compte-rendu de chantier.**

Les pénalités seront comptabilisées en fin de chantier et retenues sur le décompte définitif.

Tout retard de plus d'une demi-heure ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre, sera considéré comme une absence, et entraînera donc la même pénalité.

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

4-4-5. Autres pénalités diverses

Sans objet.

4-5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

A la fin des travaux, dans le délai de 15 jours, comptés de la date de la notification de la décision de réception, l'entrepreneur devra procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'une pénalité de **155 € H.T. (Cent Cinquante-cinq Euros Hors Taxes)** par jour de retard.

4-6. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire conformément à l'article 40 du C.C.A.G. travaux, une retenue sera opérée dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G. travaux sur les sommes dues au titulaire.

Le montant de cette retenue est fixé à **3 050 €**.

4-7. Pénalités diverses.

Sans objet.

Article 5 : Clauses de financement et de sûreté.

5-1. Cautionnement.

Sans objet.

5-2. Retenue de garantie.

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Par dérogation au C.C.A.G. travaux, elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire.

Cette garantie ou cette caution doit être constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée dans ce délai, la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée et le titulaire perd jusqu'à la fin du délai de garantie la possibilité de substituer une garantie à première demande ou une caution à la retenue de garantie.

5-3. Avance

Une avance sera versée au titulaire sauf renoncement de celui-ci dans l'acte d'engagement, lorsque le montant minimum initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et que ce dernier dure plus de deux (2) mois. Dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, elle sera versée

dans un délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché. Le montant de l'avance est de 5 % du montant minimum du présent marché.

Dans le cas d'un marché à bons de commande ne comportant ni minimum ni maximum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT. Le montant de l'avance versé au titulaire n'est ni révisable ni actualisable. L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles 2191-11 et 12 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Article 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits.

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au maître de l'ouvrage des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

En complément à l'article 23 du CCAG, toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître de l'ouvrage avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.

6-3-1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leur vérification, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3-2. Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

6-3-3. Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;

- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par l'entrepreneur sans majorer pour autant le marché.

6-3-5. Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

Article 7 : Implantation des ouvrages.

7-1. Piquetage général.

Conformément à l'article 27.23 du C.C.A.G. travaux, le piquetage général est effectué contradictoirement avec le maître d'œuvre, avec le degré de précision indiqué au C.C.T.P. avant le commencement des travaux.

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, en même temps que le piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne les canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques ou autres, l'entrepreneur doit dix (10) jours au moins avant le début des travaux prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles par une déclaration officielle (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux par exemple).

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le décret 91-1147 du 14 octobre 1991 (et ses annexes) et l'arrêté du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

Article 8 : Préparation, coordination et exécution des travaux.

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement. Elle est comprise dans le délai d'exécution.

Cette durée sera de 15 jours minimum et de 1 mois maximum. Le candidat devra le préciser dans son offre.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- par les soins du titulaire :
 - établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 8-2 ci-après ;
 - Elaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 8 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - Elaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 8 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - Par dérogation à l'article 28.2 3ème alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 8 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages ; Il est accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

- accord des exploitants des réseaux comme précisé à l'article 7-2 ;

8-2. Etudes et plans d'exécution des ouvrages - Notes de calculs - Études de détail.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et remises au Maître d'Œuvre.

Ces documents sont fournis en 3 exemplaires dont un sur support informatique.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 20 jours après leur réception.

8-2 bis. Echantillons - Notices techniques - Procès-verbal d'agrément

L'entrepreneur est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès-verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8-4. Installations, organisation, hygiène et sécurité des chantiers.

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4-1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Aucune stipulation particulière.

8-4.3. Sécurité et hygiène des chantiers

L'entrepreneur qui, pour son intervention, a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection, etc.) ne peuvent être déplacés ou modifiés que par celui-ci.

Ces installations restent sur le chantier tant qu'elles sont nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des calendriers contractuels.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle des services de la Mairie et en coordination avec le Centre Routier Départemental du Conseil Général de la Gironde.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

La signalisation aux extrémités des sections où la circulation est interrompue et celle des itinéraires déviés, indiqués ci-dessus, sont réalisées par l'entreprise.

Le titulaire doit prévenir le maître d'œuvre au moins 8 jours à l'avance de la date probable de mise en service de chaque itinéraire dévié.

La signalisation des tronçons mis en sens unique alterné est réalisée par pilotage manuel à l'aide de piquets K10.

L'exécution du pilotage manuel à l'aide de piquet K10 est assurée par le titulaire.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le titulaire est tenu de maintenir la signalisation sur toute section abandonnée avant l'achèvement des travaux, les dépenses correspondantes ne sont remboursées au titulaire que si l'abandon n'est pas prévu dans le programme d'exécution des travaux et est la conséquence d'une décision du maître d'œuvre ou résulte du cas de force majeure.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'obstacles fixes ou mobiles sur la chaussée ou ses dépendances.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Aucune stipulation particulière.

8-4.6. Démolition de constructions

Aucune stipulation particulière.

8-4.7. Emploi d'explosifs et engins explosifs de guerre

Aucune stipulation particulière.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

Aucune stipulation particulière.

8-4.9. Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur

Aucune stipulation particulière.

8-5. Exploitation du domaine public ou privé

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du C.C.A.G. travaux qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- Les voies publiques utilisées par les camions de terrassement devront être maintenues en parfait état de propreté. Le poids total en charge des camions de terrassement ne devra pas dépasser les normes en vigueur.
- Le respect impératif des itinéraires spéciaux imposés par les services de circulation.
- d'une manière plus générale, avant tout emprunt d'une voie publique, le titulaire se rapprochera des services gestionnaires du réseau routier (Etat, Département, Communes).

Article 9 : Contrôles et réceptions des travaux.

9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.

9-1-1. Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont exécutés :

- sur le chantier, par : L'ENTREPRENEUR

en ce qui concerne les ouvrages ou parties d'ouvrages et contrôlés par le Maître d'Œuvre.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du C.C.A.G. travaux, relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

9-1-2. Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont supportés financièrement par ce dernier.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par l'entrepreneur sans pour autant modifier le montant du marché.

9-2. Réception.

9-2-1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-2-2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables néanmoins, la réception de l'ensemble des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au C.C.T.P.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'Œuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à vingt jours à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux et des essais.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Sans objet.

9-5. Documents fournis après exécution.

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

9-6. Délai de garantie.

Le délai de garantie est fixé à une année complète à la charge de l'entreprise, à compter de la réception et de 10 ans à compter du délai de un an, tel qu'indiqué ci-dessous. Durant le délai de un an, dit de parachèvement, l'entreprise se devra d'intervenir sur demande des Maîtres d'Ouvrages et Maîtres d'Oeuvres sans rémunération complémentaire.

9-7. Garanties particulières.

Sans objet.

9.8 Assurances.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ;

Article 10 : Résiliation

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le PA des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 49 du CCAG.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 48 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés au code de la commande publique peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG, la résiliation du marché par décision du maître de l'ouvrage signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître de l'ouvrage signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître de l'ouvrage.

Article 11 : Dérogations aux documents généraux.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. et du C.C.T.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) C.C.A.G. travaux

C.C.A.P. 3-4-4	déroge à l'article 11.4
C.C.A.P.4-4-4	déroge à l'article 20
C.C.A.P. 4-2	déroge à l'article 19.2.3
C.C.A.P. 6-3	déroge aux articles 24.4
C.C.A.P. 8-1	déroge à l'article 28.2.2
C.C.A.P. 10	déroge à l'article 48.1

b) C.C.T.G. et C.P.C. travaux publics.

Néant.

c) Normes françaises homologuées.

Néant.

d) Autres normes.

Lu et approuvé

Ale

L'Entrepreneur